

ECO BUSINESS PME - TPE - STARTUP

18 Mai 2024

www.lodj.ma



**L'ÉCONOMIE DE LA SANTÉ :
UN MOTEUR DE CROISSANCE POUR LE MAROC
À L'HORIZON 2030**



LODJ.TV

LA WEB TV ECO & ECO



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,
POUR UN AVENIR DURABLE !

+150.000

Télespectateurs / mois

+ 20
Émissions

+ 500
Épisodes



SCAN ME!

Sommaire

LA 5G au Maroc : Un tremplin vers le Mondial 2030



Gaz : Résultats mitigés sur l'exploration du permis Loukos de Chariot Oil



Pourquoi Oracle a choisi le Maroc ?



Bank Of Africa : Stimuler l'Investissement des PME/ETI au Maroc



Le Ministère du Commerce, Visa et Al Barid Bank dans l'accélération de la digitalisation du secteur du Commerce



L'Économie de la Santé : Un Moteur de Croissance pour le Maroc à l'Horizon 2030



Impact des conflits et de la dette sur l'économie Marocaine



L'Économie de la Santé : Un Moteur de Croissance pour le Maroc à l'Horizon 2030



L'amélioration du système de santé est une condition sine qua non pour le développement durable. Investir dans la santé, c'est investir dans le capital humain. Des citoyens en bonne santé sont plus productifs, ce qui se traduit par une augmentation de la productivité nationale et, par conséquent, du PIB. En outre, un système de santé robuste peut attirer des investissements étrangers et des talents internationaux, stimulant ainsi l'économie locale.

Les projections montrent qu'une amélioration significative des infrastructures de santé pourrait ajouter un point de PIB supplémentaire d'ici 2030. Cela est en partie dû à la croissance des secteurs connexes tels que l'industrie pharmaceutique, la biotechnologie, et les technologies médicales.

L'économie de la santé, souvent reléguée au second plan dans les discussions économiques, émerge aujourd'hui comme un levier crucial de croissance et de développement pour le Maroc. À l'horizon 2030, ce secteur pourrait non seulement générer un point de PIB supplémentaire, mais également créer des milliers d'emplois et renforcer l'attractivité du pays, notamment à travers des événements internationaux tels que la Coupe du Monde et l'afflux de 20 millions de touristes annuels, y compris une proportion significative de seniors.

En développant ces secteurs, le Maroc peut se positionner comme un hub régional pour les soins de santé, attirant non seulement des patients étrangers mais aussi des chercheurs et des professionnels de la santé.

L'économie de la santé est également un formidable moteur de création d'emplois. Les investissements dans les infrastructures de santé nécessitent des professionnels qualifiés dans divers domaines, allant des médecins et infirmiers aux ingénieurs biomédicaux et techniciens de laboratoire. Le développement de ce secteur offre une opportunité unique de renforcer les compétences locales et de réduire le chômage, en particulier chez les jeunes.

Par exemple, la construction de nouveaux hôpitaux et cliniques, l'implantation de centres de recherche et la production locale de médicaments et d'équipements médicaux créeront des milliers d'emplois directs et indirects.

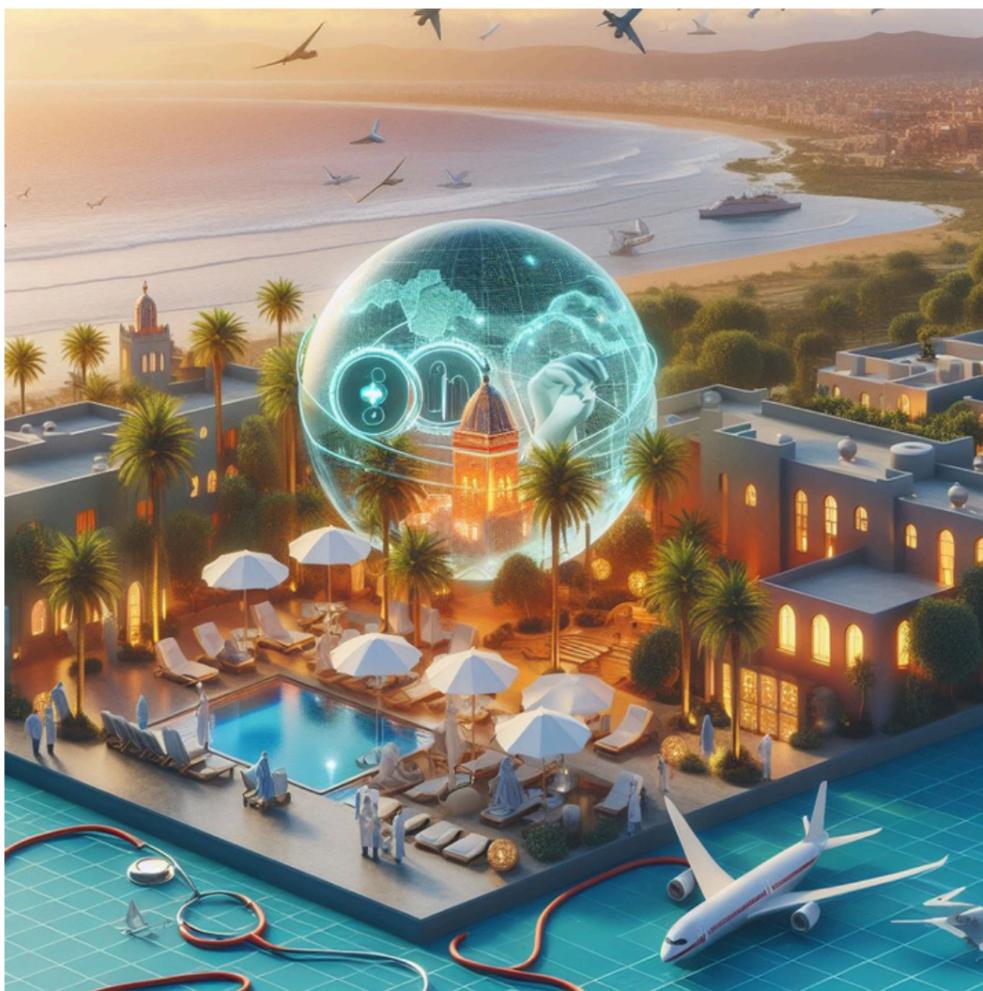
ÉDITO

L'Économie de la Santé : Un Moteur de Croissance pour le Maroc à l'Horizon 2030

En outre, la formation continue et le développement professionnel des travailleurs de la santé amélioreront la qualité des soins et renforceront la confiance des citoyens dans le système de santé.

Tourisme Médical : Une Opportunité à Saisir

Avec la perspective d'accueillir la Coupe du Monde et d'atteindre 20 millions de touristes par an, le Maroc a une opportunité en or de développer le tourisme médical. Les seniors, qui représentent une part croissante des voyageurs, sont particulièrement intéressés par des destinations offrant des services de santé de qualité. En améliorant ses infrastructures de santé et en promouvant le Maroc comme une destination de choix pour le tourisme médical, le pays peut attirer une clientèle internationale désireuse de combiner soins de santé et loisirs.



Le tourisme médical ne se limite pas aux soins urgents ou aux interventions chirurgicales. Il inclut également le bien-être, les cures thermales, et les programmes de réhabilitation.

En développant ces services, le Maroc peut non seulement diversifier son offre touristique mais aussi prolonger la saison touristique tout au long de l'année, assurant ainsi une source de revenus stable et continue.



Pour concrétiser ces ambitions, il est crucial de développer une stratégie intégrée impliquant le gouvernement, le secteur privé et les institutions de formation. Une collaboration étroite entre ces acteurs permettra de créer un écosystème favorable à l'innovation et à l'excellence dans le domaine de la santé. Des politiques incitatives, des investissements ciblés et des partenariats internationaux seront essentiels pour surmonter les défis et maximiser les opportunités.

En conclusion, l'économie de la santé représente un levier puissant pour le développement du Maroc à l'horizon 2030. En capitalisant sur cette dynamique, le pays peut non seulement améliorer la qualité de vie de ses citoyens, mais aussi se positionner comme un leader régional en matière de santé et d'innovation. La route est longue, mais les bénéfices en valent largement la peine.

Parution de L'ODJ MaG Hors série "Spécial Santé" 2024

NUMÉRO HORS-SÉRIE

SANTÉ MAG

WWW.LODJ.MA/MAGAZINE

المركز الطبي ابن سينا
Centre Hospitalier Ibn Sina

Industrie des dispositifs médicaux un vrai catalyseur de la souveraineté sanitaire
KARIM ZAHER
Président de la FMAS

DR. HASSAN AFILAL nous dit tout sur la pédiatrie au Maroc

Une vie dédiée à la lutte contre le cancer : Entretien avec une Chirurgienne Oncologue militante au Maroc
PR. RAJA AGHZADI

À L'OCCASION DU SALON INTERNATIONAL DE LA SANTÉ

MOROCCO MEDICAL EXPO 2024

Révo
Sys
Ma
sur
prog
DR. ZIDOUH MOHAMED

MAROC EN BONNE SANTÉ
VIVRE MIEUX, VIVRE SAIN !

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
VERSION NON-COMMERCIALE

Édito en Podcast

Madame Aawatif Hayar, Ministre de la Solidarité, de l'Intégration Sociale et de la Famille : Voici mon bilan

Elle parle des actions mises en place pour soutenir les familles, les femmes victimes de violence, les personnes âgées et les personnes handicapées, dans le cadre de la politique de l'État social au Maroc. Elle souligne l'importance de la digitalisation, de la formation professionnelle et de l'autonomisation économique des femmes, ainsi que de l'égalité des genres et de l'émancipation des femmes.





5G au Maroc : Un tremplin vers le Mondial 2030

Le Maroc se prépare à accueillir une nouvelle ère de connectivité avec l'introduction de la technologie 5G. Alors que le pays se positionne comme un candidat potentiel pour le Mondial 2030, l'adoption de la 5G pourrait jouer un rôle crucial dans cette ambition. La 5G ne se limite pas à offrir une meilleure connectivité ; elle promet de transformer plusieurs aspects de la vie quotidienne et de stimuler divers secteurs économiques.

On explore ici comment la 5G peut renforcer les capacités du Maroc à organiser un événement de l'envergure du Mondial 2030.

La 5G représente une avancée significative par rapport aux générations précédentes de réseaux mobiles.

Avec des vitesses de téléchargement et de latence réduites, elle permet une communication instantanée et une diffusion en direct de haute qualité. Pour un événement mondial comme la Coupe du Monde de la FIFA, une infrastructure de communication robuste est essentielle.

La 5G pourrait garantir que les millions de fans, journalistes, et équipes techniques puissent partager et recevoir des informations en temps réel, améliorant ainsi l'expérience globale de l'événement.

Organiser une Coupe du Monde implique des défis logistiques colossaux. La 5G peut aider à relever ces défis grâce à des solutions de transport intelligentes. Les véhicules autonomes, rendus possibles par la 5G, pourraient être utilisés pour le transport des joueurs, des officiels et des spectateurs. De plus, les systèmes de gestion du trafic en temps réel pourraient réduire les embouteillages et améliorer l'efficacité des déplacements. Ces innovations permettraient non seulement de faciliter la logistique de l'événement, mais aussi de laisser un héritage durable pour les infrastructures de transport du pays.

L'implantation de la 5G nécessite des investissements significatifs dans les infrastructures, créant ainsi de nombreuses opportunités d'emploi. De plus, l'écosystème de la 5G peut stimuler l'innovation et la croissance dans divers secteurs, tels que l'industrie, la santé, et l'éducation. Ces développements économiques pourraient renforcer la candidature du Maroc pour le Mondial 2030, en démontrant sa capacité à tirer parti des technologies de pointe pour le développement national.

La sécurité est une préoccupation majeure pour tout événement international. La 5G peut améliorer la sécurité grâce à des systèmes de surveillance avancés, des drones de sécurité, et des dispositifs de reconnaissance faciale en temps réel. Ces technologies peuvent être utilisées pour surveiller les stades, les lieux publics et les infrastructures critiques, garantissant ainsi la sécurité des participants et des spectateurs. Une telle démonstration de capacités technologiques peut renforcer la confiance des organisateurs et des visiteurs internationaux.

L'adoption de la 5G au Maroc ne se limite pas à une simple amélioration de la connectivité. Elle représente une opportunité de transformation économique et sociale, et pourrait jouer un rôle déterminant dans la candidature du pays pour le Mondial 2030. En investissant dans cette technologie de pointe, le Maroc se positionne non seulement comme un leader régional en matière d'innovation, mais aussi comme un hôte potentiel prêt à offrir une expérience inoubliable aux fans du football du monde entier. La 5G est plus qu'un réseau ; c'est le futur d'un Maroc connecté et compétitif sur la scène mondiale.



Le Ministère du Commerce, Visa et Al Barid Bank dans l'accélération de la digitalisation du secteur du Commerce

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce, Visa & Al Barid Bank signent un mémorandum d'entente afin de soutenir la mise en œuvre des stratégies adoptées par le Ministère notamment dans le développement et la digitalisation du secteur du commerce et de la distribution.

Dans ce cadre, Al Barid Bank, en sa qualité de banque citoyenne agissant en faveur de l'inclusion financière, 1er émetteur de cartes mais aussi acteur dans le domaine de l'acquisition monétique, s'engage aux côtés des TPE et des commerçants pour les accompagner dans leur développement par la mise à disposition de solutions digitales efficaces et intuitives couvrant toute la chaîne de valeur et conçues spécifiquement pour ces cibles.

Pour Visa, leader mondial des paiements numériques, ce partenariat s'inscrit dans le cadre de son programme visant à accélérer la transformation digitale en Afrique, à déployer de nouvelles technologies innovantes et à approfondir la collaboration avec ses partenaires au Maroc.

Dans ce contexte, Visa mobilisera toute son expérience pour l'expansion de l'acceptation grâce à des solutions digitales novatrices complétées par la mise à disposition de ses plateformes d'éducation financière

Tout en soulignant que la digitalisation des paiements représente un outil efficace qui permet au commerçant de renforcer son rôle vital et moderniser son activité, M. Ryad Mezzour, Ministre de l'Industrie et du Commerce a déclaré :

« Ce partenariat revêt une importance capitale et illustre notre engagement continu à accélérer le virage digital du secteur du commerce et de la distribution. En unissant nos efforts avec l'expertise du leader mondial des paiements numériques et l'expertise en la matière d'Al Barid Bank, nous aspirons à réussir l'inclusion financière de nos commerçants et TPE qui auront accès à des solutions digitales innovantes susceptibles d'optimiser leurs opérations commerciales, renforçant ainsi leur autonomisation et leur compétitivité »

Dans ce contexte, Mme Leila Serhan, Group Country Manager de Visa pour l'Afrique du Nord, le Levant et le Pakistan, a déclaré : « Visa s'engage à soutenir les TPE, qui sont une structure fondamentale et essentielle pour maintenir le caractère unique et spécifique de l'économie marocaine. Elles représentent plus de 90 % des entreprises marocaines et contribuent de manière significative à l'économie, générant plus de 20 % du PIB national.

Grâce à notre partenariat, nous nous engageons à encourager l'innovation et à soutenir les progrès du Maroc en matière de technologie et de commerce. »

Pour sa part, M. Al Amine NEJJAR a déclaré : « La digitalisation des paiements et plus généralement le développement d'une économie numérique, s'inscrit désormais dans l'ère du temps, et permettra au-delà de la facilitation des transactions, d'instaurer une dynamique économique vertueuse, qui permettra naturellement d'accroître les revenus des commerçants et des TPE.

C'est donc avec fierté qu'Al Barid Bank s'engage aujourd'hui au côté du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour apporter sa pierre à l'édifice d'un projet structurant et à portée nationale, qui ambitionne plus largement de promouvoir le Maroc en tant que hub leader pour la retail tech à l'échelle africaine et mondiale »

Enfin, les parties s'engagent à travers ce partenariat à mutualiser leurs efforts pour soutenir la mise en œuvre des stratégies adoptées par le Ministère, en mettant en place un plan d'action conjoint pour contribuer à renforcer l'autonomisation et la compétitivité des entreprises du secteur du Commerce à travers notamment l'accélération de leur digitalisation et leur inclusion financière.



Impact des conflits et de la dette sur l'économie Marocaine

Selon la Banque Mondiale, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) devrait connaître une croissance économique de 2,7% en 2024, marquant une légère amélioration par rapport au 1,9% enregistré en 2023. Toutefois, cette progression reste modeste et reflète un retour aux faibles taux de croissance observés avant la pandémie. Ces perspectives demeurent incertaines en raison de l'augmentation des niveaux d'endettement et des conflits persistants dans la région.

Selon la Banque Mondiale, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) devrait connaître une croissance économique de 2,7% en 2024, marquant une légère amélioration par rapport au 1,9% enregistré en 2023.

Toutefois, cette progression reste modeste et reflète un retour aux faibles taux de croissance observés avant la pandémie. Ces perspectives demeurent incertaines en raison de l'augmentation des niveaux d'endettement et des conflits persistants dans la région.

Le dernier rapport de la Banque Mondiale indique que certaines économies de la région MENA, comme l'Algérie, la Libye, les membres du Conseil de Coopération du Golfe, et le Maroc, devraient être relativement épargnées par les conflits. Ces pays ont peu de liens économiques directs avec la Palestine ou Israël. Bien qu'ils puissent subir des chocs sur les prix des produits de base et une possible intensification des tensions internes, ces effets ne devraient pas se matérialiser si les conflits restent contenus. Par exemple, les échanges commerciaux directs du Maroc avec Israël sont très limités, tout comme ceux de la Libye et de l'Algérie.

Cependant, les pays en situation de fragilité, comme le Yémen, pourraient subir des effets indirects, tels que des chocs commerciaux liés à des crises comme celle du canal de Suez ou une réorientation de l'aide internationale, essentielle pour financer leurs déficits budgétaires et extérieurs. Au Yémen, la reprise des exportations de pétrole en 2024 semble improbable, en raison du ralentissement des négociations de paix et du conflit persistant.

La hausse de l'inflation et la reprise de la croissance réelle dans les pays importateurs de pétrole de la région MENA en 2023 ont contribué à la réduction du ratio dette/PIB, malgré une augmentation nominale de la dette. En revanche, la baisse des prix du pétrole en 2023 a eu peu d'impact sur les pays exportateurs de pétrole, laissant leur ratio dette/PIB pratiquement inchangé.

À la fin de 2023, le ratio dette/PIB des pays exportateurs de pétrole de la région était légèrement supérieur à celui de 2019. La forte augmentation de la dette en 2020 a persisté dans les années suivantes, et malgré une croissance du PIB réel en 2021 et une inflation élevée en 2022, le ratio dette/PIB des pays importateurs de pétrole a continué d'augmenter.

Impact des conflits et de la dette sur l'économie Marocaine

La croissance économique des pays MENA, en particulier des importateurs de pétrole, est restée faible ces deux dernières décennies. Cette situation est due à une croissance de la productivité insuffisante, même au Maroc et en Égypte, les deux économies les plus performantes de la région.

D'autres facteurs incluent un déficit de gouvernance, un manque de transparence et un niveau insuffisant de responsabilisation.

La composante "croissance" du PIB réel dans les pays importateurs de pétrole de la région est inférieure à celle des pays émergents et en développement (PEDP). Cette situation est exacerbée par des taux de croissance économique plus bas et un endettement plus élevé.

Entre mars et juillet 2022, les pays MENA ont enregistré des taux d'inflation inférieurs à ceux des PEDP grâce à des politiques visant à atténuer l'impact de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants.

Les gouvernements ont utilisé des contrôles des prix et des subventions à la consommation pour maintenir les prix nationaux des biens essentiels à un niveau inférieur aux cours mondiaux.

Pour le Maroc, la Banque Mondiale prévoit un taux de croissance du PIB de 2,4% en 2024, contre 2,8% en 2023.

Cette diminution est attribuée à un net ralentissement de l'activité agricole, qui devrait reculer de près de 3% en raison de conditions climatiques anormalement arides et chaudes.

Les prévisions de croissance pour 2024 et 2025 montrent une convergence des taux entre les différents groupes de pays de la région, avec une différence d'environ un point de pourcentage, contrastant fortement avec les 5,6 points de pourcentage de 2022.

Bien que le Maroc soit relativement épargné par les conflits du Proche-Orient, sa croissance économique reste fragile.

La situation économique de la région MENA, marquée par des niveaux élevés de dette et des conflits persistants, continue de poser des défis majeurs. Les politiques économiques devront donc rester vigilantes pour naviguer dans ce contexte incertain et complexe.





LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

82ème sur 119

Tourisme mondial: le Maroc classé 82ème sur 119

Le secteur touristique mondial a retrouvé ses niveaux pré-pandémiques cette année, grâce à l'augmentation des arrivées internationales et à la contribution croissante du tourisme au PIB global. Le Maroc ne fait pas exception à cette tendance positive. Une étude récente du Forum économique mondial (WEF), publiée le 21 mai 2024, classe le Maroc à la 82e place dans l'indice de développement du tourisme et du voyage (TTDI) avec un score de 3,64. Le Royaume devance ainsi la Tunisie, classée 83e, et l'Algérie, qui occupe la 98e place.



Gaz Maroc : Résultats mitigés sur l'exploration du permis Loukos de Chariot Oil



Chariot Oil avait officialisé au début du mois, le lancement des activités de recherche gazière sur la licence Loukos Onshore, ciblant à travers le forage du puits d'exploration RZK-1 un potentiel d'environ 10 milliards de pieds cubes de gaz.



Le forage du puits d'exploration RZK-1, lancé au début du mois sur la licence Loukos Onshore située au Maroc, n'a pas atteint les résultats escomptés. C'est la substance d'une mise à jour publiée mercredi 15 mai par Chariot Oil, l'opérateur du périmètre qui y détient 75 % d'intérêt.

La compagnie indique l'exécution sans défis opérationnels et conformément à son budget et au calendrier prévu, des activités de forages du puits jusqu'à une profondeur totale de 961 m où des intervalles de réservoirs épais avec des indices de gaz ont été identifiés.

Cependant, selon les résultats des premières évaluations post-forage, ceux-ci hébergent essentiellement de l'eau au lieu du gaz dont les quantités disponibles ne sont ainsi économiquement viables.

Par conséquent, la compagnie compte abandonner le puits RZK-1 et utiliser des données sismiques 3D nouvellement retraitées pour déterminer des pistes d'exploration futures dans la zone de Gaufrette, en ciblant éventuellement des objectifs situés plus en profondeur.

« Bien que les résultats du puits Gaufrette n'aient pas révélé d'accumulation importante de gaz, la présence de forts indices de gaz et l'excellent développement du réservoir sont encourageants pour l'exploration future de cette zone », a déclaré Duncan Wallace, le directeur technique de Chariot.

L'entreprise planifie désormais le lancement, « dans les prochains jours », d'activités de forage impliquant le puits d'exploration OBA-1, le deuxième puits de la campagne prévue sur la licence Loukos Onshore.

Pourquoi Oracle a choisi le Maroc ?

Le 9 mai à Austin, la ministre déléguée chargée de la Transition numérique et de la réforme de l'administration, Ghita Mezzour, et Safra Catz, PDG d'Oracle, ont signé un accord marquant une nouvelle ère de partenariat entre le Maroc et le géant américain Oracle. Cette collaboration s'inscrit dans une dynamique de croissance technologique et d'innovation, soulignée par plusieurs raisons stratégiques qui ont conduit Oracle à choisir le Maroc comme centre névralgique pour ses activités de recherche et développement (R&D).

Le centre de R&D d'Oracle à Casablanca a déjà démontré son potentiel en contribuant à des avancées technologiques significatives, en améliorant la cybersécurité et en développant des capacités d'intelligence artificielle (IA). Safra Catz, PDG d'Oracle, a souligné l'importance du vivier de talents marocains dans l'accélération du développement de solutions technologiques globales. En s'étendant au Maroc, Oracle vise à tirer parti de ces compétences locales pour soutenir ses clients mondiaux et renforcer leur compétitivité.

Ce projet ambitieux s'aligne parfaitement avec la vision royale stratégique du Maroc, qui promeut l'innovation et la créativité parmi la jeunesse marocaine. Ghita Mezzour a affirmé que ce centre de pointe permettra aux jeunes marocains de se positionner à l'avant-garde de la conception et du développement de solutions innovantes. Les domaines d'intervention incluent l'intelligence artificielle, le big data, le cloud computing et la cybersécurité, des technologies cruciales pour l'économie numérique moderne.

Un aspect clé de ce partenariat est l'impact économique et social à travers la création d'emplois. Oracle prévoit que 40 % des nouveaux postes seront situés en dehors des régions du Grand Casablanca et de Rabat-Salé-Kénitra, offrant ainsi des opportunités dans tout le pays. Les nouveaux bureaux d'Oracle à Agadir et ceux prévus dans le nord du Maroc dans les deux prochaines années illustrent cette volonté de décentralisation et de développement régional.



En s'implantant de manière plus substantielle au Maroc, Oracle contribue à renforcer le positionnement du pays en tant que hub numérique régional. Les solutions développées dans ce centre seront déployées à l'échelle mondiale, ce qui témoignera de l'expertise marocaine en matière de technologie et d'innovation.

Le choix d'Oracle de s'installer et de s'étendre au Maroc n'est pas fortuit. Il repose sur une stratégie bien pensée qui conjugue l'exploitation des talents locaux, l'alignement avec les objectifs nationaux d'innovation et de développement, et une répartition équitable des opportunités économiques à travers le pays. Cette collaboration promet de propulser le Maroc sur la scène mondiale en tant que leader technologique et centre d'innovation, tout en soutenant la croissance économique et sociale nationale.

Pourquoi Oracle a choisi le Maroc ?

Installer le Maroc dans le Radars de DigitalOcean, Google Cloud, Microsoft Azure, Amazon, IBM Cloud, OVHcloud, Rayven



Cette décision d'Oracle de renforcer sa présence au Maroc pourrait inspirer d'autres leaders mondiaux du secteur technologique à emboîter le pas, attirés par les opportunités offertes par la nouvelle charte d'investissement récemment promulguée.

En favorisant un cadre plus attractif et incitatif pour les investisseurs étrangers, cette charte vise à diversifier et à dynamiser les investissements dans différentes villes marocaines.

Avec des politiques avantageuses et un environnement propice à l'innovation, des métropoles comme Tanger, Fès, et Marrakech pourraient devenir des pôles technologiques dynamiques, stimulant ainsi le développement économique régional et positionnant le Maroc comme un acteur clé dans l'écosystème technologique mondial.

Une Vision Stratégique pour l'Innovation et le Développement et Exploitation du Vivier de Talents Marocains



shutterstock

IMAGE ID: 2270561027
www.shutterstock.com



IBM Cloud



Stimuler l'Investissement des PME/ETI au Maroc

Le Partenariat avec le Fond Mohammed VI pour l'Investissement et Tamwilcom

Sous la présidence d'Othmane Benjelloun, Bank Of Africa (BOA) continue de jouer un rôle clé dans le développement économique du Maroc. Une des initiatives les plus récentes et les plus prometteuses de la banque est le lancement d'une série de rencontres en partenariat avec le Fond Mohammed VI pour l'Investissement (FM6I) et Tamwilcom. Cette démarche vise à stimuler l'investissement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) au Maroc, renforçant ainsi le rôle crucial du secteur privé dans le financement de l'économie nationale.

L'une des caractéristiques distinctives de cette initiative est son approche de proximité régionale. Bank Of Africa comprend que les besoins des entreprises peuvent varier considérablement en fonction de leur localisation géographique. Par conséquent, la banque adopte une stratégie régionale, en organisant des rencontres et des ateliers dans différentes régions du pays. Cette méthode permet de mieux comprendre les défis spécifiques auxquels sont confrontées les entreprises locales et de proposer des solutions adaptées.

Le partenariat avec le Fond Mohammed VI pour l'Investissement et Tamwilcom est central à cette initiative. Le Fond Mohammed VI pour l'Investissement joue un rôle de catalyseur en apportant des ressources financières et en facilitant l'accès à des fonds pour les PME et ETI. Tamwilcom, de son côté, offre des garanties et des solutions de financement adaptées aux besoins des entreprises marocaines. Ensemble, ces institutions fournissent un soutien précieux pour encourager l'investissement privé et favoriser la croissance économique.

Les objectifs principaux de cette initiative sont multiples :

Renforcement de l'Investissement Privé : En stimulant l'investissement des PME et ETI, la BOA vise à renforcer la compétitivité du secteur privé et à créer un environnement propice à l'innovation et à la croissance.

Soutien à la Croissance Régionale : En adoptant une approche régionale, la BOA contribue à une répartition plus équitable des ressources et des opportunités économiques à travers le Maroc, réduisant ainsi les disparités régionales.

Création d'Emplois : En facilitant l'accès au financement et en soutenant les entreprises locales, cette initiative devrait contribuer à la création de nombreux emplois, soutenant ainsi le développement socio-économique du pays.

Amélioration de la Compétitivité : En fournissant des ressources et des formations adaptées, la BOA aide les entreprises à améliorer leur compétitivité sur les marchés locaux et internationaux.

ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE

Alerte **BIDONVILLES**



Les autorités de Casablanca sont décidées à mettre fin au phénomène des bidonvilles avant la Coupe du monde 2030, co-organisée par le Maroc, l'Espagne et le Portugal.

Les autorités de Casablanca prévoient de reloger les résidents des bidonvilles dans des appartements afin de débarrasser une fois pour toutes la capitale économique du Maroc de ces habitations qui nuisent à son image et sa réputation, précisant que plus de 60 000 appartements seront mis à la disposition des concernées.

ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE

سيق وقيس

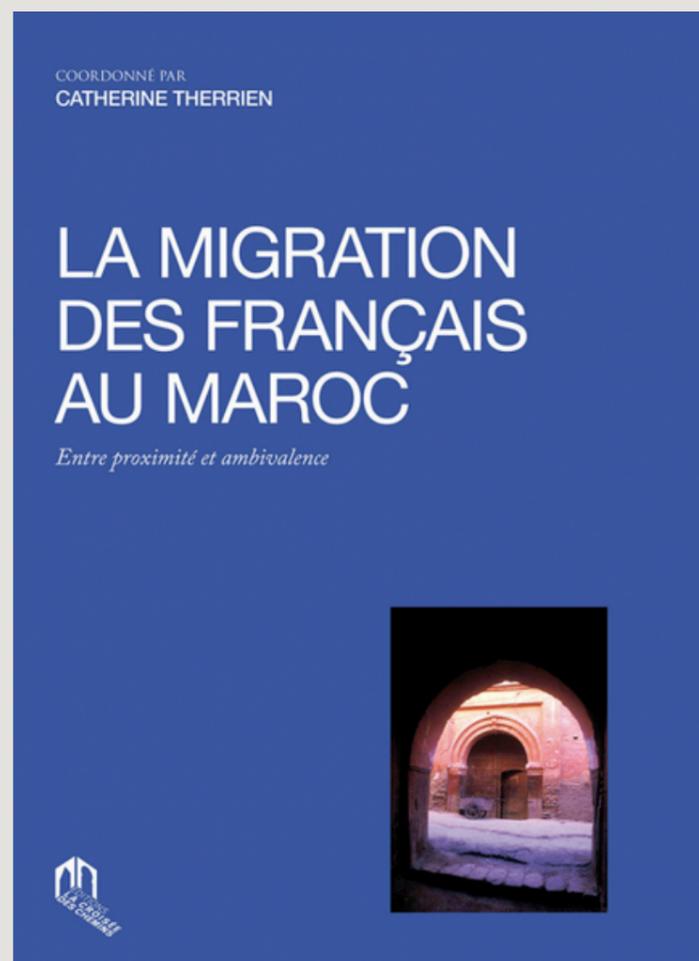
La migration des Français au Maroc entre proximité et ambivalence

Livre de la semaine

Chacun des aspects de la vie des Maghrébins partis vivre en France a été étudié, analysé, décortiqué. La sociologie de l'immigration française s'est même construite autour du parcours de ceux qu'on a nommés les » immigrés « . Toutefois, quand il s'agit d'étudier le cas des Français installés au Maroc, le terme » expatrié » est généralement préféré à celui d' » immigré « , réduisant ainsi la variabilité des parcours à ces catégories qui non seulement ne représentent pas la diversité des expériences, mais traduisent également les perspectives dominantes (qui parle de qui ? Qui a le pouvoir de créer les catégories ? Qui étudie l'autre ? Et de quel point de vue ?). Cette étude sur la migration des Français au Maroc se veut une réponse à cette approche dominante. Menée à partir du Maroc, elle inverse la perspective Sud-Nord et, aspect inédit, analyse la perception qu'ont les Marocains de cette présence française contemporaine. Au fil des pages, nous découvrons ce qui attire les Français vers le Maroc, la dimension juridique et la diversité des parcours migratoires, l'incidence des liens historiques sur le vivre ensemble, les stratégies d'intégration à l'oeuvre ainsi que les diverses façons dont ces Français s'investissent dans la rencontre avec » l'autre « . Y est également analysée la complexité des représentations des Marocains en tension permanente entre fascination et distanciation. Entreprise de catégorisation de » l'autre « , ces représentations, fondées à la fois sur le religieux, le politique, l'économique et le culturel, se construisent à partir de l'image de soi, mais également à partir de celle des autres migrants, et sont en permanence négociées, arrangées, remodelées. Les analyses présentées dans ce livre, élaborées par des chercheurs provenant de différentes disciplines (anthropologie, sociologie, droit, littérature), mettent au jour la complexité du vivre ensemble et montrent qu'au-delà du sentiment de proximité (réelle ou imaginaire) décrit spontanément autant par les Français que par les Marocains, le contact au quotidien n'est pas dénué d'ambivalence.

Catherine Therrien

Dr. Therrien is a Canadian anthropologist living in Morocco since 2001 and has been an adjunct professor at Al Akhawayn University of Ifrane (AUI) since 2014. Her research focuses mainly on identity, mixedness, family, migration and transnationalism. She obtained her PhD in anthropology at the Université de Montréal in 2010.





Taycan tout-électrique

Porsche a annoncé, ce jeudi, l'arrivée du Taycan amélioré tout-électrique sur le marché marocain qui sera proposé en 3 versions (Berline, Cross Turismo et Sport Turismo) à partir de 1,4 million de dirhams. La Centrale Automobile Chérifienne (CAC), distributeur de la marque dans le Royaume, se fixe un objectif de 50 ventes par an



SMS



Royal Air Maroc : nouvelle convention avec les Mourides

Royal Air Maroc signe une nouvelle convention avec la Confrérie des Mourides, renforçant ses services pour cette communauté. L'accord prévoit des avantages sur les vols et des services adaptés, notamment pour le pèlerinage annuel à Touba et le rapatriement des défunts.

En retour, RAM bénéficiera du soutien et de la prescription de cette communauté influente. Cette initiative souligne l'engagement de RAM envers le développement économique sud-sud et confirme sa position de leader régional.



Madaëf Sports & Events

Leïla Bensouda dirige Madaëf Sports & Events, une entité du Groupe CDG, qui se restructure pour mieux séparer ses activités opérationnelles et ses actifs immobiliers. La nouvelle organisation se concentre sur la gestion d'actifs sportifs et de loisirs, l'événementiel, et le conseil, la formation et les services. Cette réorganisation vise à maximiser l'efficacité et l'impact de ses initiatives.



Transport : 2030, on se mobilise

Le ministre du Transport et de la Logistique, Mohamed Abdeljalil, a réuni, ce vendredi à Rabat, les patrons de Royal Air Maroc, Abdelhamid Addou, de l'Office National des Chemins de Fer, Mohamed Rabie Khlië, et de l'Office national des aéroports, Habiba Laklalech.

Cette rencontre était l'occasion de se pencher sur "les touches finales" à apporter au dossier de candidature pour le Mondial 2030 en termes de transport et de mobilité, a indiqué Abdeljalil, affirmant que "le Maroc est bien évidemment engagé à réaliser tous les investissements nécessaires pour que les services de transport soient à la hauteur des attentes".



Seuls 17 des 492 abattoirs disposent d'un permis d'exploitation

Sur les 492 abattoirs recensés au Maroc, seuls 17 disposent d'autorisations officielles pour exercer cette activité, dont 10 municipaux et 7 privés « Ces chiffres ont été révélés par le ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts, Mohamed Sadiki, lors d'une récente séance de questions orales à la Chambre des représentants »

Aerobus pour relier le centre-ville de Casablanca à l'aéroport Mohammed V

Dans le cadre de ses préparatifs pour accueillir de grands événements internationaux, la commune de Casablanca a annoncé la mise en place d'une nouvelle ligne de bus aériens « Aerobus » qui reliera le centre-ville de Casablanca à l'aéroport international Mohammed V.

Cette initiative vise à améliorer la connectivité et à offrir une alternative de transport pratique et efficace pour les voyageurs.

Les passagers arrivant ou partant de l'aéroport Mohammed V pourront désormais accéder facilement au centre-ville de Casablanca grâce à cette nouvelle ligne. Jusqu'à présent, les options de transport comprenaient le train depuis l'aéroport et les taxis disponibles devant la porte principale.

L'armée congolaise affirme avoir "déjoué un coup d'État"

L'armée congolaise de la RDC affirme avoir "déjoué un coup d'État" dimanche matin. Trois hommes armés ont été tués après une fusillade non loin du palais présidentiel.

La censure militaire israélienne bat record en 2023

613 articles ont été interdits de publication par la censure militaire israélienne, un record depuis 2011 selon le magazine israélien +972. Dans ce pays, Israël, que les médias occidentaux se plaisent à qualifier de « seule véritable démocratie au Moyen Orient », neuf articles ont été supprimés l'année dernière, en moyenne, par jour.

2.703 autres articles ont, par ailleurs, été expurgés d'une partie de leur contenu, ce qui représente également un record depuis 2014.

Tout journaliste israélien ou étranger travaillant en Israël sur des sujets ayant trait à des questions de sécurité est tenu, selon la loi israélienne, de soumettre ses articles à la censure militaire, qui peut ainsi supprimer tout ou partie d'un article.

Le Kenya, nouvel « allié majeur » des États-Unis

Le président américain, Joe Biden, a désigné le Kenya « allié majeur, non-membre de l'OTAN », à l'occasion de la visite d'État menée aux États-Unis par le président kényan, William Ruto.

Ce pays de l'Afrique de l'Est devient, ainsi le 18ème pays jouissant de ce statut, à l'instar de trois autres pays d'Afrique, à savoir le Maroc, la Tunisie et l'Égypte.

Espace des Opinions

Les nôtres et les vôtres

Sur L'ODJ Média

CHRONIQUES



TRIBUNES



ANALYSES



EMISSIONS



PODCASTS

*Podcast : Embrasser
n'est pas tromper !*

*Entretien vidéo : L'Info
en Face avec Anice
Benjelloun*

*Vidéo : Rida Lamrini au
Book club pour «Tant que
je peux te dire je t'aime»*

*L'analyse et la Prévision
Économique : Une
Mission Impossible ?*

*La face cachée du monde
occidental révélée par un
procureur Britannique
cette fois*

*L'art de perdre une
guerre*

*Le Maroc Super
Puissance de l'or blanc :
La Richesse Souterraine
qui Nourrit le Monde*

PODCAST POLITIQUE DE LA SEMAINE

Embrasser n'est pas tromper !



Nous en sommes là, mais on avance.
Nous en sommes là, dans ce pays réputé le plus beau du monde. Il l'est peut-être, avec d'autres, par ses paysages, son histoire, sa symbiose sociale, ... mais il ne l'est pas par sa loi, et souvent aussi par sa justice. Nous en sommes là, donc, à juger des gens qui s'embrassent et à nous féliciter de les voir acquittés ! Nous en sommes là, mais on avance.



Par Aziz Boucetta





Émission Économique de la semaine

**L'INFO EN FACE AVEC ANICE BENJELLOUN
AIDE AU LOGEMENT : POURQUOI ÇA PIÉTINE ? CETTE
QUESTION FERA L'OBJET DU DÉBAT DE L'INFO EN FACE.
POUR EN DISCUTER, RACHID HALLAOUY REÇOIT ANICE
BENJELLOUN, VICE-PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION
NATIONALE DES PROMOTEURS IMMOBILIERS (FNPI).**



ZOOM Culturel



Rida Lamrini au Book club pour «Tant que je peux te dire je t'aime»



Les invités de la septième rencontre du Book Club «Le Matin» ont pu découvrir le roman «Tant que je peux te dire je t'aime» de Rida Lamrini.

Un livre exceptionnel avec un style simple et captivant. Un mélange d'univers que les lecteurs découvrent au fil des séquences et des pages de ce livre qui traduit une envie apparente chez son auteur de partager une certaine façon de voir les choses.

L'analyse et la Prévision Économique : Une Mission Impossible ?

L'économie mondiale traverse une période de turbulences sans précédent. Les crises se succèdent à un rythme effréné, chacune unique en son genre. Qu'il s'agisse de crises financières, pandémiques, inflationnistes ou énergétiques, les économistes se trouvent souvent démunis face à l'imprévisibilité croissante. À cela s'ajoutent des transformations climatiques, digitales et énergétiques, ainsi que des phénomènes géopolitiques comme la dédollarisation menée par les pays BRICS. Cette réflexion explore les défis auxquels sont confrontés les économistes aujourd'hui et les raisons pour lesquelles l'analyse et la prévision économique deviennent des missions quasi impossibles.

Les crises économiques, autrefois des événements relativement rares, sont devenues fréquentes et diversifiées. La crise financière de 2008 a été suivie par la pandémie de COVID-19, une inflation galopante, et une crise énergétique exacerbée par des conflits géopolitiques. Ces crises, bien que différentes dans leurs causes et leurs manifestations, partagent un point commun : elles déstabilisent les modèles économiques traditionnels. Les économistes peinent à trouver des patterns stables dans un environnement où les crises sont la nouvelle norme.

Outre les crises, les économistes doivent faire face à des transformations structurelles profondes. Le changement climatique impose des coûts et des incertitudes supplémentaires, tandis que la transition énergétique exige des investissements massifs et une reconfiguration des structures économiques. La transformation digitale, quant à elle, bouleverse les modèles d'affaires traditionnels et modifie les dynamiques du marché du travail. La dédollarisation initiée par les pays BRICS ajoute une couche de complexité géopolitique et financière, rendant les prévisions encore plus incertaines.

Dans un contexte d'économie de guerre, les flux d'investissements deviennent imprévisibles. Les économistes sont désormais obligés de "suivre l'argent" dans des environnements instables et souvent opaques. Les décisions d'investissement, autrefois basées sur des prévisions économiques rationnelles, sont maintenant influencées par des considérations géopolitiques et de sécurité nationale. Cette nouvelle réalité complique encore la tâche des économistes, qui doivent intégrer des variables non économiques dans leurs analyses.

L'intelligence artificielle (IA) offre des opportunités mais aussi des défis pour les économistes. Les modèles d'équilibre général, pilier des analyses économiques, doivent désormais intégrer des algorithmes d'IA pour rester pertinents. Cependant, la complexité et la quantité des données disponibles peuvent devenir un piège. Trop de données peuvent paralyser l'analyse ("too much data kills the data"), surtout sans une expertise solide en science des données. Les économistes doivent donc non seulement maîtriser les modèles économiques traditionnels mais aussi acquérir des compétences en data science.

Les modèles économiques traditionnels semblent de moins en moins capables de prédire les mouvements économiques. La volatilité accrue et l'interconnexion des marchés mondiaux rendent les modélisations actuelles obsolètes. Les économistes se trouvent confrontés à des "accidents économiques" fréquents et imprévisibles. Les modèles d'équilibre général, autrefois fiables, sont maintenant mis à l'épreuve par des dynamiques économiques rapides et souvent chaotiques.

Les analyses économiques deviennent de plus en plus complexes. Les décideurs politiques demandent des analyses détaillées dans des environnements économiques hautement incertains. Les prévisions économiques, autrefois basées sur des tendances relativement stables, sont désormais hypothétiques. Les économistes doivent naviguer dans un espace en perpétuel changement, ce qui rend la prise de décision pour les politiques publiques extrêmement difficile.

L'analyse et la prévision économique sont devenues des missions quasi impossibles dans un monde marqué par des crises fréquentes, des transformations structurelles profondes, et une volatilité accrue.

Les économistes, malheureux et souvent démunis, doivent réinventer leurs méthodes et intégrer de nouvelles compétences pour rester pertinents. L'avenir de la discipline économique dépendra de sa capacité à s'adapter à un environnement complexe et imprévisible, tout en offrant des analyses et des prévisions utiles aux décideurs politiques. Pour ce faire, une approche multidisciplinaire, intégrant l'intelligence artificielle et la science des données, sera essentielle.

Par Adnane Benchakroun

La face cachée du monde occidental révélée par un procureur Britannique cette fois

Karim Khan est un avocat d'origine musulmane né en Ecosse. Il a été élu procureur de la Cour Pénale Internationale en juin 2021. Dès sa prise de fonction il va décider de :

- Reprendre l'enquête relative aux crimes perpétrés par les talibans en Afghanistan
- Ecarter des priorités les investigations portant sur les crimes commis par les forces américaines sur le territoire afghan depuis 2003.
- Suspendre l'enquête sur les tortures dans les prisons secrètes de la CIA, sous prétexte que la CPI ne disposait pas de suffisamment de budget pour la mener à bon port.

Il est sous le coup d'avis de recherche et d'arrestation émis par le ministère russe en représailles au mandat d'arrêt international lancé à l'encontre de Vladimir Poutine.

Maintenant que le décor est planté, on ne peut plus laisser dire que c'est un ennemi du monde occidental, un antisémite comme se plaisent à le décrire les médias français. Il est vrai que le racisme anti musulman en France n'est plus tabou, bien au contraire.

Au lendemain de l'attaque du 7 octobre 2023, le 29 octobre, il s'est rendu au poste frontière de Rafah et a condamné fermement la prise d'otages par le Hamas de civils israéliens qui pour lui constituent une grave violation des conventions de Genève et d'un crime relevant du « statut de Rome ». Ce statut définit tous les crimes relevant de la compétence de la Cour Pénale Internationale et précise ce qu'est le génocide, le crime contre l'humanité, crime de guerre, crime d'agression etc. En bon professionnel et sur la base de ce qu'il a vu sur place, il s'est inquiété de la situation humanitaire à Gaza et en a profité pour rappeler à Israël que toute entrave à l'acheminement des secours peut être constitutive de crime relevant de la compétence de la Cour.

C'est un rappel qui semble utile à ce stade.

Six mois plus tard, en avril il s'est plaint de pressions venant d'Israël entravant le cours de l'enquête. Ils le mettaient en garde et voulaient l'empêcher d'émettre des mandats d'arrêts notamment contre Netanyahu. Il ne va pas se dégonfler et va solliciter le 21 mai l'émission d'un mandat d'arrêt à l'encontre de Netanyahu et Yoav Gallant pour trois crimes, celui « d'affamer délibérément des civils » « d'homicide intentionnel » et « d'extermination ou meurtre ». Autant de crimes constitutifs de crime de guerre et de crimes contre l'humanité.



Dans un autre dossier instruit contre les dirigeants du Hamas, Ismael Haniyeh, Mohamed Deif et Yahia Sinwar, il va émettre une requête de mandat d'arrêt sur la base des accusations suivantes : Crimes d'extermination, viols et violences sexuelles et prise d'otage en temps de guerre. Éléments constitutifs de crimes contre l'humanité.

La procédure est engagée mais personne à ce stade ne peut prédire du sort qui lui sera réservé par la Cour. Ce qui choque c'est l'attitude et les condamnations quasi unanimes des dirigeants occidentaux de la requête émise contre le premier ministre israélien. La face cachée de la civilisation occidentale et de son sens de la justice est mise à nu.

Il faut dire que c'est la première fois qu'un allié de l'occident fait l'objet d'un tel réquisitoire et c'est aussi la première fois que les hommes politiques cherchent ouvertement à entraver le cours de cette justice qu'ils disaient indépendante. On en vient à penser que les valeurs universelles qu'on a imposé à l'ensemble du tiers monde ne s'exercent pas équitablement sur tout le monde. Après la hiérarchisation des indignations un mort palestinien ne vaut pas un mort israélien, on assiste aujourd'hui au deux poids deux mesures.

Ce qui a indigné les occidentaux c'est la rigueur de ce procureur qu'ils ont choisi pour servir leurs intérêts. Israël aurait voté pour lui lors de son élection en tant que procureur. (Information lue sur la plateforme X). Tous les documents relatifs aux détails des 72 votants sont introuvables sur les sites officiels de l'ONU. Et le fait qu'il parle d'état palestinien a fait très mal. C'est dire l'hypocrisie de ce monde. La solution à deux états est proposée systématiquement par ceux qui le critique aujourd'hui.

La face cachée du monde occidental révélée par un procureur Britannique cette fois

Pour la suite voilà ce qui va se passer, (Merci Chat GPT) :

Pour émettre un mandat d'arrêt à la Cour pénale internationale (CPI), un procureur doit suivre des étapes conformes aux procédures judiciaires établies par la CPI.

1. Enquête préliminaire : Le procureur de la CPI mène une enquête préliminaire pour collecter des preuves et évaluer si les crimes présumés relèvent de la compétence de la CPI.

2. Analyse des preuves : Le procureur examine les preuves collectées pour déterminer s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'un crime relevant de la compétence de la CPI a été commis.

3. Élaboration d'un réquisitoire : Sur la base des preuves recueillies, le procureur rédige un réquisitoire décrivant les crimes présumés, les circonstances et les personnes impliquées.

4. Examen préliminaire par la Chambre préliminaire : Le réquisitoire est examiné par la Chambre préliminaire de la CPI pour vérifier s'il existe des motifs raisonnables de procéder à une enquête plus approfondie.

5. Décision d'émettre un mandat d'arrêt : Si la Chambre préliminaire est convaincue par le réquisitoire et les preuves présentées, elle peut autoriser le procureur à émettre un mandat d'arrêt à l'encontre des personnes concernées.

6. Émission du mandat d'arrêt : Une fois autorisé par la Chambre préliminaire, le procureur peut émettre formellement un mandat d'arrêt à l'encontre des suspects identifiés.

Les trois premières étapes ont déjà été franchies et le dossier serait déjà entre les mains de la chambre préliminaire si l'on en croit les différents médias internationaux.

A suivre pour le reste

Bargach Larbi



BILLET DE LA SEMAINE EN PODCAST

L'art de perdre une guerre



Une guerre injuste, menée par une armée « high-tech » d'incompétents confrontée à des combattants sous-équipés mais déterminés, serait une manière assez pertinente de résumer le conflit armé dans la bande de Gaza..



Par Ahmed Naji



Chroniques Vidéo

Le Maroc Super Puissance de l'or blanc : La Richesse Souterraine qui Nourrit le Monde



Bienvenue dans notre exploration détaillée du rôle pivot du Maroc dans l'industrie mondiale du phosphate, une ressource essentielle qui alimente les agricultures du monde entier.

Dans cette vidéo, nous vous emmenons dans un voyage à travers les paysages marocains, des montagnes de Khouribga aux plaines de Youssoufia, où se cachent les plus grandes réserves de phosphate du monde.



L'ODJ R212

LA WEB RADIO

#MDM

DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000

AUDITEURS PAR MOIS

ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIQUE



DISPONIBLE SUR
 Google Play

**Télécharger notre application
mobile sur Android !**



SCAN ME!

NUMÉRO HORS-SÉRIE

SANTÉ

MAG

WWW.LODJ.MA/MAGAZINE

Industrie
des dispositifs
médicaux un
vrai catalyseur
de la souveraineté
sanitaire

KARIM ZAHER
Président de la FMAS

DR. HASSAN AFILAL
nous dit tout sur
la pédiatrie au Maroc

Révolution dans le
Système de Santé
Marocain: Un Entretien
sur les objectifs et les
progrès de la réforme
DR. ZIDOUH MOHAMED

Une vie dédiée à
la lutte contre le
cancer : Entretien
avec une Chirurgi-
enne Oncologue
militante au Maroc
PR. RAJA AGHZADI

À L'OCCASION
DU SALON
INTERNATIONAL
DE LA SANTÉ

**MOROCCO
MEDICAL
EXPO 2024**



SCAN ME!

MAROC EN BONNE SANTÉ
VIVRE MIEUX, VIVRE SAIN !

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
VERSION NON-COMMERCIALE